

ICANN80 | Forum de politiques – Naviguer l’approche multiparties prenantes : le rôle de la communauté de l’ICANN dans la gouvernance de l’internet mondiale

Lundi 10 juin 2024 – 15h30 à 17h KGL

ANDRÉA GLANDON: Bonjour et bienvenue à la séance plénière de l’ICANN, naviguer l’approche multiparties prenantes, le rôle de la communauté de l’ICANN dans la gouvernance de l’internet mondiale. Je suis responsable de la participation à distance.

Veuillez noter que cette séance est enregistrée et qu’elle est régie par les normes de comportement attendues de l’ICANN. L’interprétation pour cette séance inclut l’arabe, le chinois, le français, le russe, l’espagnol et le portugais. Cliquez sur l’icône de la barre d’outils de Zoom pour sélectionner la langue dans laquelle vous allez écouter cette séance.

Les questions et commentaires soumis dans le chat ne seront lus à haute voix que s’ils sont rédigés en suivant le format que je vais vous indiquer sur le chat dans un instant. Je lirai à haute voix les commentaires et questions lors du temps alloué par le modérateur.

Pendant cette séance, si vous souhaitez intervenir, veuillez la main dans la barre d’outils de Zoom, avant d’intervenir, mettez tous vos autres dispositifs en sourdine. Assurez-vous d’avoir bien choisi la langue dans laquelle vous allez écouter la séance. Veuillez parler lentement et distinctement pour permettre une bonne interprétation de vos propos.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Quand le modérateur vous appellera par votre nom, activez votre micro et donnez votre nom.

Pour nos participants en salle, si vous souhaitez poser une question, veuillez lever la main et un membre du personnel s’approchera de vous avec un micro.

Pour avoir accès à la transcription en temps réel, cliquez sur l’icône close caption dans la barre d’outils de Zoom.

Je cède la parole à l’un des co-modérateurs, Jordan Carter.

JORDAN CARTER:

Bonjour, bonsoir, bienvenue à cette discussion. M’accompagne Pari, la co-modératrice pour modérer cette séance d’aujourd’hui, à savoir explorer le rôle de la communauté de l’ICANN dans la gouvernance de l’internet mondial. Vous connaîtrez probablement la teneur des discussions qui ont eu lieu sur des thématiques telles que le pacte numérique mondial, la révision SMSI+20 qui aura lieu l’année prochaine. Et nous sommes ici pour écouter les points de vue de la communauté, avoir un dialogue sur toutes ces questions.

Il s’agit de se concentrer du point de vue des actions par rapport à ce que nous pouvons faire en tant que membres de la communauté, ce que peut faire l’ICANN en tant qu’organisation également, pour jouer un rôle prépondérant dans ces discussions. Ma collègue Pari va vous donner quelques informations de contexte par rapport aux enjeux et ensuite je vous donnerai de plus amples informations par rapport à l’organisation de cette séance. Pari ?

PARI ESFANDIARI : Merci, Jordan. Bienvenue à tous les participants, ici dans cette très belle ville de Kigali et ainsi qu’à ceux qui nous accompagnent en ligne.

Nous sommes réunis aujourd’hui pour parler de l’importance par rapport à l’avenir de l’internet mondial et de la gouvernance de l’internet mondial. Cette gouvernance de l’internet a énormément évolué depuis 15 ans. Depuis le SMSI en 2003, il y a plus de 50 ans.

Et nous sommes à un moment charnière. Tandis que la géopolitique continue à façonner nos débats et à les occuper, cherchons les opportunités pour avoir une influence sur les conversations que l’on peut avoir dans le cadre de ces processus de l’ONU.

Les enjeux sont importants, accessibilité, caractère inclusif de l’internet. L’ICANN est un exemple d’une approche multipartite qui a à la fois des intérêts et des responsabilités pour sauvegarder l’approche multipartite, y compris le développement de l’internet visant à garantir la prise en considération des voix divergentes dans le processus de prise de décision.

Aujourd’hui nous sommes à l’écoute de notre communauté pour nous assurer que cette approche continue d’être résiliente et pertinente face aux enjeux qui sont les nôtres.

Sans plus attendre, je donne la parole à Jordan pour lancer les débats.

JORDAN CARTER: Merci, Pari. En fait je ne vais pas lancer les discussions, mais je vais vous expliquer plutôt le déroulement de cette séance. On va commencer par nos

4 rapporteurs qui vont nous faire une mise à jour par rapport aux processus actuellement en cours ou qui ont récemment eu lieu. On va commencer par Net Mondial +10 puis SMSI+20 sur le pacte numérique mondial, et rapport de la réunion gouvernementale de haut niveau qui s’est tenue hier ici.

Chacun de ces rapporteurs disposera d’une intervention de 3 minutes. Puis nous passerons à un échange assez souple entre les participants et certaines personnes qu’on a désignées à l’avance, c’est-à-dire des personnes qui, à la lumière de leur expérience, expertise, vont pouvoir apporter leur point de vue et chacun aura deux minutes d’intervention. Ils savent qui ils sont et j’espère qu’ils se trouvent près d’un micro pour pouvoir intervenir.

Alors, sachez qu’on vous préviendra au bout de deux minutes. Andréa est en train de vous montrer la pancarte qu’on brandira au bout de deux minutes pour que vous sachiez que les deux minutes sont écoulées. Ce sera simplement un signal.

Donc à mesure qu’on va avoir ces discussions, on va essayer de structurer les discussions en trois parties. Mais nous savons que les gens vont lever la main sur Zoom à différents moments, si vous voulez intervenir sur une question spécifique, n’hésitez pas à le faire.

Quant à nos modérateurs, c’est Nigel qui va s’occuper de modérer les échanges en ligne et les interventions sur le chat. Et j’espère qu’en nous trois, les modérateurs, nous n’allons oublier personne.

Si vous êtes déjà sur Zoom, et je vous encourage à vous connecter à Zoom si vous voulez faire un commentaire à un moment donné, parce qu’on ne

va pas prendre en considération les mains levées en salle, uniquement sur Zoom.

Et, une fois que vous serez intervenus, nous vous invitons à baisser la main sur Zoom.

Voilà pour le déroulement de la séance, et sans plus attendre, on va passer à la première intervention, Bruna, qui va faire le point sur Net Mundial +10.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Merci. Net Mundial a eu lieu à Sao Paulo en mai 2024. Et à la lumière des résultats de la réunion originelle qui a eu lieu en 2014.

On a fait un état des lieux de la situation depuis 10 ans et des nouvelles menaces et préoccupations qui pouvaient découler, par exemple, du pacte numérique mondial, établir des priorités également par rapport au multilatéralisme et la création de nouveaux espaces, comprendre le moment qui est critique pour définir le cap à suivre pour la gouvernance de l’internet mondial et identifier les besoins pour un espace de discussion sur le modèle multipartite pour envoyer un message très clair avec des recommandations claires sur la préservation et l’application du multilatéralisme et du modèle multipartite.

En tant que leader dans la gouvernance de l’internet et son rôle à la présidence du G20, le Brésil est particulièrement bien placé pour organiser les débats.

J’aimerais vous souligner un certain nombre de résultats et lignes directrices, comment mettre en œuvre de manière efficace les approches

liées au modèle multipartite, et, dans toutes ces lignes directrices nous réaffirmons les principes directeurs et le besoin du caractère inclusif ouvert de la gouvernance de l’internet ainsi que le besoin d’être bien informé et de disposer des ressources suffisantes pour s’engager.

Deuxièmement, contributions aux discussions mondiales. Dans la déclaration finale, nous nous sommes concentrés sur l’importance du FGI et du pacte numérique mondial. Se concentrer sur le FGI qui est le forum principal pour s’engager à l’avenir plutôt que de créer un espace supplémentaire.

Il y a également eu quelques considérations par rapport à l’amélioration du multilatéralisme, et là il y a une demande pour sensibiliser davantage par rapport aux possibilités de participation.

Enfin, faire en sorte que les processus soient plus inclusifs et que toutes les parties prenantes pertinentes puis participer.

PARI ESFANDIARI : Merci, Bruna. Nous passons à présent avec Ana qui va nous éclairer par rapport au SMSI+20.

ANA NEVES : Merci beaucoup ; j’avais une présentation PowerPoint.

JORDAN CARTER : Excusez-moi, on n’a rien reçu. Je vous prie de nous excuser.

ANA NEVES : Il serait utile de pouvoir l’avoir pour avoir un aperçu de ce qu’il se passe. C’était juste une diapositive en fait. Tant pis.

Donc nous allons avoir le SMSI+20, la révision en 2025. Et, à la Commission des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement, c’est en fait l’entité fonctionnelle d’Ecosoc qui est responsable du suivi du SMSI depuis 2006.

Donc lors de la séance de la CSTD, en avril de cette année, il y a eu une présentation sur le rapport, ce à quoi il pourrait ressembler. Et ceci sera présenté l’année prochaine par la CSTD. Ce rapport informera toutes les discussions qui mèneront à la réunion ministérielle de haut niveau sur la révision du SMSI+20.

Nous avons une consultation ouverte au niveau international qui s’est conclue au 31 mars. Nous avons maintenant une consultation ouverte au niveau régional. La première consultation a eu lieu à Dubaï pour les pays de cette région le 22 mai. Pour la consultation ouverte européenne, elle aura lieu le 17 juin, pendant EuroDIG, à Tunis.

Il y aura d’autres consultations régionales ouvertes. Nous ne savons pas exactement quelle sera l’issue du pacte numérique mondial, mais ceci aura un énorme impact sur la révision du SMSI+20, mais pour l’instant nous travaillons avec la CSTD et nous suivons ce qui nous a été demandé par l’assemblée générale des Nations Unies, à savoir de produire un rapport sur la base des questionnaires et des consultations ouvertes. Et ceci sera présenté aux différents gouvernements. Merci.

JORDAN CARTER: Merci, Ana. Désolé pour votre diapositive. Notre troisième rapporteur parlera du pacte numérique mondial. Il s’agit de Jorge Cancio du gouvernement de la Suisse.

JORGE CANCIO : Merci. Je représente le gouvernement suisse. Je souhaite d’abord mentionner que nous avons la réunion de Haut niveau du forum du SMSI qui a eu lieu il y a deux semaines dans le cadre de ce processus sur le SMSI. Il y a eu un résumé qui a été effectué par le ministre suisse qui a accueilli cette réunion. Si cela vous intéresse, je peux vous le faire passer. Il y a un texte sur la révision du SMSI+20 et sur le pacte mondial.

Alors ce pacte numérique mondial, c’est un petit peu le nouveau venu dans le domaine de la gouvernance numérique. C’est censé être un instrument politique aux Nations Unies, donc au niveau de l’ONU, en vue d’un avenir libre, ouvert et sûr.

Ce sera une annexe du pacte de l’avenir qui est un instrument beaucoup plus large négocié par les États membres à New York, actuellement.

Le GDC est en phase de négociation également actuellement, donc la prochaine étape sera vendredi où les négociations se poursuivront à New York. Ces négociations se poursuivront courant juin et juillet. Et, normalement, la date butoir de finalisation c’est le sommet de l’avenir qui aura lieu à New York le 22 et 23 septembre.

Qu’y a-t-il dans ce pacte numérique mondial ? Il y a beaucoup d’objectifs communs pour cet avenir numérique sur toutes les questions de connectivité significative, de gouvernance des données, gouvernance de

l’IA, comment gérer les plateformes, les droits humains également dans l’espace numérique. C’est un document d’à peu près 14 pages, mais si vous regardez tous les commentaires des États membres, cela fait 80 pages. Donc ça dépend comment on voit les choses.

Et, bien sûr il a un impact sur le cadre plus large de la gouvernance de l’internet ainsi que sur l’ICANN. Il y a même des propositions spécifiques de certains États membres sur les ressources critiques de l’internet.

Et il y a un thème en débat comme certaines des propositions qui seraient présentes dans ce GDC pourraient un petit peu remettre en question certaines structures établies pendant le sommet mondial sur la société de l’information.

PARI ESFANDIARI : Merci, Jorge. Maintenant, nous cédonc la parole à Charles.

CHARLES GAHUNGU : Merci. Je vais vous faire un point sur la réunion gouvernementale de haut niveau. Nous savons tous que cette réunion gouvernementale de haut niveau a été organisée par les gouvernements représentés au GAC, le GAC et l’ICANN. La dernière réunion HLGm était en 2018, en octobre à Barcelone, lors de l’ICANN 63. Et donc la toute dernière édition a eu lieu hier, le 9 juin 2024.

Alors, des discussions d’hier, en particulier pour ceux qui n’étaient pas présents, je souhaite dire que ce cette réunion de haut niveau était composée de 4 séances, la première sur l’ICANN et le modèle multipartite

– je vais vous en parler brièvement. La deuxième séance était sur la coopération et la gouvernance, la troisième pour une meilleure inclusion numérique. Et la dernière séance était l’appui au développement pour une meilleure connectivité en Afrique.

Par rapport au modèle multipartite dont on a parlé en détail pendant la première séance, il a été mentionné ce que fait l’ICANN dans le cadre du modèle multipartite, de l’importance de continuer d’améliorer son efficacité de manière à le conserver, l’adapter et le maintenir pertinent.

Il a été souligné que l’ICANN est bien le lieu de la participation de toutes les parties prenantes. L’ICANN a connu d’excellentes réussites au cours des 20 années passées, mais il faut bien reconnaître qu’il existe un besoin de répondre aux enjeux actuels, nouveaux, de manière urgente.

Les parlementaires africains ont mis l’accent sur leur participation au modèle multipartite. Il a été souligné qu’il existe un besoin d’implication plus large des législateurs, y compris à la fois l’exécutif, le judiciaire et les parlementaires.

Donc la voix des populations, leur protection de tout préjudice et l’influence de décision au premier niveau et au deuxième niveau.

Cette réunion de haut niveau peut apporter des contributions significatives pour mieux sensibiliser les gouvernements à leur rôle à l’ICANN et au sein du comité consultatif gouvernemental.

PARI ESFANDIARI : Merci, Charles, de nous avoir présenté ces récents évènements. Merci à tous. Le soutien pour l’approche multipartite est clair, mais comme d’habitude le diable est dans les détails.

Dans le cadre de cette discussion, nous allons nous concentrer sur les enjeux principaux auxquels le modèle multipartite est confronté, dont certains qui ont été soulignés dans le cadre des récents évènements.

Nous allons parler des questions telles que comment gérer les différents intérêts et les conflits d’intérêts entre les différents acteurs, comment assurer et améliorer la transparence, la redevabilité de la transparence, la couverture et l’inclusivité, comment coordonner pour éviter la fragmentation dans les différentes initiatives, assurer la flexibilité et l’adaptabilité pour correspondre aux évolutions géopolitiques.

Enfin, étant donné les enjeux géopolitiques qui s’intensifient, différents groupes de différentes parties prenantes doivent avoir une approche multipartite. Nous devons réfléchir à l’impact de ces questions.

Ceci étant, vous avez la parole pour vos commentaires. Commençons par la prochaine personne qui a levé la main. Amrita ? Vous souhaitez faire un commentaire sur ces questions ?

AMRITA CHOUDHURY : Merci beaucoup. J’avais quelques points à ajouter. Nous avons beaucoup parlé à l’instant de la pertinence de l’IGF ou du modèle multipartite même, et il y a eu des études qui ont été faites récemment, qui renforcent l’impact de l’IGF et de son écosystème sur la communauté mondiale, surtout dans les pays en développement. C’est une plateforme ouverte et les

thématiques qui doivent être discutées par la communauté y sont discutées.

Donc ce n’est pas simplement aux gouvernements de prendre les décisions parce que l’impact est sur tous. Les IGF régionaux et nationaux reprennent ces messages et les disséminent dans les communautés. Et, en retour, présentent leur thématique sur ces plateformes.

Le modèle multipartite n’est pas parfait, mais nous avons les principes de Sao Paulo qui sont des lignes directrices d’amélioration. Et donc l’IGF pourrait être un référentiel. Certains ont dit que l’IGF pourrait être le lieu où le pacte numérique mondial pourrait être mis en place et considéré. Il nous faut renforcer l’idée de l’écosystème et du modèle multipartite.

J’aimerais également parler d’une association qui soutient les IGF régionaux et les initiatives régionales de l’IGF. Vous pouvez vous rendre sur notre site web, devenir membre, votre organisation peut devenir membre et appuyer notre travail. Nous allons en parler aux SO et AC dans les journées à venir.

Mais du point de vue des pays en développement, je crois qu’il est important de rappeler, non seulement les préoccupations que nous avons à nos gouvernements, mais il faut aussi que les gouvernements écoutent le feedback des parties prenantes dans leur pays, lorsqu’ils négocient leurs textes. Les gouvernements pourraient également réfléchir à ne pas nécessaire avoir que des fonctionnaires dans leurs délégations, ça pourrait être les entreprises de la société civile, etc.

Je m’arrête là pour laisser la place à d’autres.

PARI ESFANDIARI : Merci. Sébastien ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je vais parler en français. Merci beaucoup de me donner la parole. Il y a du monde en ligne qui a levé la main.

Je voulais insister sur un point. Net Mundial, il y a 10 ans a mis en place un certain nombre de principes, malheureusement, je dirais que pendant les 10 années qui ont suivies on a un peu oublié le travail fait à ce moment-là. Heureusement, nos amis brésiliens ont décidé d’organiser un Net Mundial +10 et avec un sujet très utile qui était la mise en œuvre de toutes ces recommandations. Et j’espère qu’on ne va pas oublier ce qui s’est dit dans ces deux réunions, à 10 ans d’intervalle, au Brésil.

Je pense qu’une des choses qui pourraient être faites c’est une mise en œuvre de ce qui a été proposé fin avril à Sao Paulo et pourquoi ne pas commencer par nous-mêmes et voir quelles sont les mises en œuvre des principes, comment ça se passe à l’ICANN et comment on peut en tirer partie.

Si vous voulez en savoir plus, après cette session il y a deux comptes-rendus qui ont été faits dans une lettre par EURALO qui, d’une part fait un résumé de ce qui s’est fait dans une table ronde avec l’ensemble des RALO où nous avons parlé de Net Mundial il y a 10 ans et puis un compte-rendu aussi non objectif puisqu’il est de notre part, de Net Mundial au mois d’avril.

Je vais mettre dans le chat le lien sur ces newsletters. Merci beaucoup.

PARI ESFANDIARI : Merci, Sébastien. Nous passons à Chris Disspain.

CHRISS DISSPAIN : Je voulais brièvement parler de la question lancée par Jordan sur le chat par rapport aux enjeux. Et je crois qu’il est important qu’on n’analyse pas les choses de manière cloisonnées.

D’un côté on a les menaces par les enceintes ONU, comme la révision SMSI ou le pacte numérique mondial, ça c’est une menace potentielle vis-à-vis du modèle multipartite de l’ICANN.

Ensuite on a les gouvernements qui veulent commencer à légiférer la gouvernance de l’internet d’un point de vue souverain.

Et, troisièmement, nous avons certains gouvernements qui cherchent à légiférer sur des territoires supplémentaires, qui ne sont pas forcément connectés. Et il y a des gouvernements qui sont, d’un point de vue général, contre le modèle multipartite et qui sont habilités.

Ce que je veux dire c’est qu’il est très important de se souvenir que le modèle multipartite n’est pas une chose qui soit à même de résoudre tout. Il y a énormément de problèmes liés à la gouvernance de l’internet qui seront, probablement mieux réglés à un niveau multilatéral. Il s’agit de mettre en lumière ces points et parler du modèle multipartite tout en reconnaissant et en préconisant ces points qui peuvent être abordés et résolus par l’intermédiaire du modèle multipartite.

PARI ESFANDIARI : Merci beaucoup. Manal ?

MANAL ISMAIL : Merci beaucoup. Comme cela a été dit lors de la réunion de haut niveau d’hier, l’approche multipartite à la gouvernance de l’internet est la manière la plus appropriée de prendre en considération un internet en perpétuelle évolution et faire face aux défis permanents qui se posent à nous.

Et c’est le seul moyen pour ne pas se trouver confronté à des politiques qui soient techniquement viables, mais qui portent atteinte à la loi en vigueur.

Et, à cet égard, et inspiré par la déclaration de Net Mondial +10, le modèle multipartite devrait être ouvert, inclusif, adaptable, efficace, transparent. Mais plus important aussi, il devrait prendre en considération les asymétries de pouvoir entre les parties prenantes, devrait viser à traiter toutes les parties prenantes de manière juste et équitable, éviter le double emploi dans les efforts et les discussions sans fin afin de ne pas placer les participants qui disposent de moins de ressources dans une situation de désavantage.

Cela étant dit, il est bon de noter que la mission technique de l’ICANN est directement affectée par des processus mondiaux et qu’il y a des incidences qui vont au-delà de la mission stricte de l’ICANN. Par conséquent, il est important que l’ICANN maintienne informée sa communauté, communauté qui doit participer activement dans les processus mondiaux, facilite le dialogue de la communauté, éventuellement organise des renforcements de capacités et puisse tirer pleinement partie du modèle multipartite de l’ICANN qui est unique. Et,

enfin, fournir et mettre en place un modèle de rôles pour illustrer l’importance et l’efficacité de notre approche multipartite.

PARI ESFANDIARI : Merci. Je cède la parole à Anriette.

ANRIETTE ESTERHUYSEN : Merci beaucoup. Je suis à distance, en Afrique du Sud. Je voulais revenir sur la question des enjeux. C’est essentiel. D’abord c’est l’internet qui est en jeu.

Et c’est le caractère ouvert et public de l’internet. Si on ne s’assure pas que la prise de décision par rapport à l’internet, qu’il s’agisse d’organes de réglementation ou d’espaces multipartites comme l’ICANN ou espaces gouvernementaux, si on ne s’assure pas que les politiques sont élaborées sur la base de l’intérêt public et dans l’intérêt d’un internet libre, ouvert et interopérable, alors on perd de vue tout le travail et les bénéfices du travail dur qu’on a réalisé ces 30 dernières années.

Et il faut s’assurer d’appliquer le modèle multipartite et qu’il soit inclusif, transparent et responsable. Et on doit attendre la même chose des processus multilatéraux. Je pense que c’est ça qui est en jeu. Si on n’utilise pas à bon escient les lignes orientatrices de Net Mundial +10, du SMSI+20, alors ce modèle qui, avant, était si puissant, pourrait être totalement dépourvu de son sens.

ANDRÉA GLANDON : Nous avons plusieurs mains levées sur Zoom, je voulais m’assurer que vous les voyez. Nous passons à Jorge.

JORGE CANCIO : Merci. J’attendais que d’autres interviennent, mais j’interviendrais maintenant. Je voulais simplement dire qu’on parle ici de l’écosystème de la gouvernance numérique qui est un écosystème qui est un équilibre entre plusieurs éléments. Certains éléments sont plus encadrés d’un point de vue multilatéral, d’autres sont composés d’agences qui mettent en œuvre les résultats du SMSI, tandis que d’autres sont davantage fondés sur une approche multipartite tel que Net Mundial, le sommet que nous avons eu au mois d’avril.

Mais tous ces processus et écosystèmes se complètent les uns des autres, ont différents rôles et fonctions.

La question qui se pose est la suivante : l’environnement multilatéral peut-il s’inspirer des nombreuses innovations que nous avons pu réaliser dans les enceintes multipartites, ici, au FGI, à Net Mundial et dans d’autres enceintes.

Et je pense qu’il serait bon, comme d’autres l’ont dit, d’examiner les lignes directrices de Sao Paulo et peut-être les appliquer par rapport à la manière dont on travaille ici, à l’ICANN, mais également à l’extérieur, par exemple, comment procédons-nous dans le cadre des négociations sur le parc numérique mondial ? Ce serait une bonne analyse.

PARI ESFANDIARI : Merci, Jorge. Lise ?

LISE FUHR : Bonjour, je suis membre du panel leadership du FGI. Merci à tous de ces présentations, je pense qu’il est important d’essayer d’avoir une idée bien claire de la situation actuelle. Tous ces processus sont très importants et je considère qu’ils vont avoir une influence sur l’ICANN et le modèle multipartite.

En tant que membre de ce panel de leadership du FGI, j’aimerais attirer votre attention sur un travail que l’on fait pour s’assurer que le FGI est renforcé comme enceinte idéale pour parler des questions qui ont trait à l’internet, mais également aux technologies émergentes, telles que l’IA. On est également en train de créer un cadre qu’on a appelé « l’internet que nous voulons », qui est en cours de mise en œuvre ; et on va parler avec nos communautés pour qu’on y applique l’approche multipartite.

Je suis d’accord, il ne faut pas travailler de manière cloisonnée et il faut reconnaître que ce que nous faisons a une incidence sur ce que font les autres.

Et ensuite, par rapport aux lignes directrices de Net Mundial +10, bien sûr il faut les prendre en considération.

PARI ESFANDIARI : Merci beaucoup. Je cède la parole à Nigel, qui va nous orienter sur la participation en ligne.

NIGEL HICKSON : oui, il y a eu une discussion très intéressante sur le chat, si vous voulez la voir, par rapport à ce que disait Jorge, l’engagement de l’ICANN dans les processus multilatéraux en tant qu’entité multipartite. Je pense que c’est important parce que l’ICANN a, depuis ces 8 ou 69 dernières années, renforcé sa participation dans de nombreux processus différents et, en tant que tel, est devenu plus reconnu, a une meilleure renommée et donc c’est quelque chose d’appréciable. Et je suis sûr qu’il va y avoir davantage de discussions sur ce point.

Nous avons également une demande de parole de Davis.

DAVIS WAITHAKA : Merci. Nous avons un programme éducatif en ligne et l’une des choses que l’on retient de notre travail est que l’engagement multipartite, c’est finalement la seule manière pour que certains secteurs en Afrique et au Kenya en particulier, mon pays d’origine, c’est la seule manière de connecter les gens. Non seulement nous parlons de l’engagement multipartite, mais également de la situation gagnant-gagnant au niveau multipartite.

Et c’est la raison pour laquelle nous sommes ici à l’ICANN, cette semaine, pour voir les avantages de ce modèle multipartite pour ces programmes d’apprentissage en ligne.

Nous avons environs 95 000 écoles, moins de 1000 sont en ligne. Et quand on travaille ensemble de manière multipartite, on s’aperçoit que l’on peut promouvoir le modèle au Kenya, en Afrique de l’Est et au-delà. Et c’est un modèle qu’on peut appliquer dans le monde entier.

NIGEL HICKSON : Merci. Et excusez-moi si j’ai écorché votre nom ; votre nom ne sera certainement pas le premier ni le dernier que je vais écorcher. Bibek ?

BIBEK SILWAL : Bonjour, je suis du Népal et je suis boursier. Ma question est la suivante et j’ai un commentaire aussi. Récemment, on voit qu’il y a plusieurs processus dans le domaine de la gouvernance de l’internet, on le FGI, le SMSI+20, le pacte numérique mondial. Mais beaucoup de ces processus travaillent dans des domaines similaires. Or, ces processus travaillent de manière cloisonnée. Donc ma question : comment trouver des synergies entre tous ces processus ? Parce que les enjeux sont les mêmes, les parties prenantes aussi. Mais pourquoi ils travaillent en silo ? Et pourquoi y a-t-il double emploi dans les efforts.

Deuxième question : comment les pays moins développés ou les États insulaires sont inclus dans ces processus ?

JORDAN CARTER : Merci. Cette question des synergies est probablement l’une des questions les plus essentielles. Avant de poursuivre, on a encore certaines personnes qui doivent intervenir. Alors, on vous demande quels sont les enjeux et je vous encourage à réfléchir à ce qui devrait découler et résulter de ces processus et de ce que l’on peut faire à l’ICANN à mesure que l’on avance dans ces discussions. C’est un petit rappel. Je vais céder la parole au prochain intervenant sur Zoom, puis céder la parole à Veni.

ZAKIR SYED :

Je suis du Pakistan. Merci. Je voulais souligner le fait qu’outre les fora dont ont parlé nos collègues, Net Mundial, la réunion de haut niveau, le pacte numérique mondial, l’UIT, le FGI, etc., un autre forum important existe, et vous en l’avez pas mentionné, c’est la conférence mondiale sur l’internet qui a lieu depuis 10 ans en Chine. Et je crois qu’il est important de citer ce genre de forum dans des discussions comme celles-ci, pour promouvoir la coopération internationale et le dialogue sur la gouvernance encourageant la coopération entre les nations et les parties prenantes.

Dans le même temps, ce forum est une alternative aux forums existants dans le cadre des discussions sur la gouvernance de l’internet, en complétant ces forums, tel que l’UIT, le FGI, Net Mundial et autre.

Je voulais souligner cela. D’ailleurs, lorsque Net Mundial a eu lieu, et que Fadi Chahade était président, PDG de l’ICANN, il a été nommé vice-président du comité de haut niveau. Et c’était une information qu’il me paraissait importante de partager ici.

JORDAN CARTER:

Merci de l’avoir ajouté à la liste. Et il y a peut-être d’autres forums également que vous connaissez et qu’on mentionner aussi, n’hésitez pas à le faire. Qu’avez-vous à dire sur ces questions dont on vient de parler, Veni.

VENI MARKOVSKI :

J’ai combien de temps ?

JORDAN CARTER:

Deux minutes.

VENI MARKOVSKI :

Deux minutes ne suffiront pas, mais vous savez déjà ce que fait l’ICANN, nous avons lancé le réseau de sensibilisation au SMSI+20 à San Juan, donc allez sur la page gouvernementale de l’ICANN pour voir les récentes informations. Nous suivons les processus. La semaine dernière il y a eu des consultations, ceci s’est terminé vendredi, nous avons suivi ce qu’il s’est passé. Et ce qui est intéressant est qu’il y a eu des contributions utiles que nous allons prendre en compte et inclure dans les prochaines révisions.

Le SMSI + 20 est un objectif important pour le PDG, nous suivons ce qui se passe de près, tout ce qui est lié au SMSI+10, on était au forum la semaine dernière à Genève, nous suivons l’IGF également un peu partout. Mais les parlent du modèle multipartite, il faut aussi faire la différence entre le modèle multipartite et la gouvernance de l’internet. Certains parlent des systèmes multipartites de gouvernance et l’ICANN, qui est un modèle multipartite de gouvernance est complètement différent et parfois les gens ne sont pas au clair là-dessus.

Plus la communauté est impliquée avec les différents gouvernements nationaux, plus il y aura un impact en termes d’information et de positionnement des gouvernements. Et les gouvernements, tant qu’on leur donne les bonnes données les gouvernements sont des gens intéressants. Ils doivent simplement savoir et les décisions seront bonnes.

Et puis les opérateurs de registre, les bureaux d’enregistrement, les ccTLD, les opérateurs de serveurs racine, tous peuvent aller parler aux autorités publiques pour s’assurer que les informations les plus récentes sont

fournies de manière à ce que tout ce qui soutient du point technique l’internet est bien communiqué. Merci.

JORDAN CARTER: C’est ce qu’il faut faire, vraiment être en contact avec les gouvernements qui parlent de ces thématiques au niveau des nations unies. Donc les informer de manière à ce que le traitement de ces questions soit constructif. Lang ?

LANG WANG : Bonjour, je suis de Chine. Dans le monde d’aujourd’hui, très interconnecté, la gouvernance mondiale de l’internet n’est pas seulement une question technique, mis c’est une question complexe qui implique le bien-être public mondial. Il est donc crucial d’écouter les voix des différents pays, des différentes cultures, régions et groupes d’intérêts afin de bâtir un internet plus juste et plus inclusif.

Dans certains cadres, tels que le SMSI et l’IGF, il y a une importance en termes d’équilibre, de diversité dans le cyberspace, et ceci est effectué.

Cette participation diversifiée permet au processus de prise de décision, du point de la gouvernance de l’internet, de bien considérer les intérêts et les différences des différents groupes et de promouvoir la mise en place de politiques plus équitables.

Merci.

JORDAN CARTER : Merci pour cette intervention. La prochaine personne qui a levé la main, c’est Jorge et ensuite l’Iran. Pardon, Hossein, de l’Iran.

HOSSEIN MIRZAPOUR : Alors, je dois reconnaître que cette discussion est très intéressante et elle a lieu dans la salle du GAC, donc c’est le bon lieu et je crois que cela doit nous inspirer.

Deuxièmement, pour les personnes qui participent à cette discussion ou qui sont à l’ICANN et qui ne sont peut-être pas satisfaits des processus multilatéraux et de ce qui se passe dans le cadre du pacte numérique mondial des Nations et pour qui ceci représente une menace au modèle multipartite, j’aimerais brièvement vous mentionner que le GAC est une opportunité unique au sein de l’ICANN et pour tous. C’est une opportunité pour nous d’avoir davantage d’impacts.

Il est un peu tard pour se poser la question et se remettre en question. Est-ce que nous avons bénéficié de cette opportunité d’avoir suffisamment d’impact sur les processus multilatéraux ?

JORDAN CARTER: Ensuite nous avons Analiese.

ANNALIESE WILLIAMS : Merci. Je voulais répondre au commentaire de Veni tout à l’heure, et il y a d’autres personnes qui font des commentaires dans le chat également par rapport à l’importance d’entrer en relation avec les gouvernements sur ces questions.

Je ne sais pas si vous savez tous comment procéder, donc j’aimerais faire des commentaires là-dessus, pour que vous puissiez, si vous souhaitez, communiquer avec vos gouvernements à ce sujet.

Je vous encourage à tisser des liens avec les personnes qui font partie des autorités publiques et qui sont impliquées dans ces questions. Si ces relations n’existent pas, je vous suggère de réfléchir avec votre membre au GAC qui peut démarrer la conversation.

Beaucoup de gouvernements tiennent des consultations nationales à des fins de préparation, pour voir comment participer à ces processus multilatéraux.

Donc je vous encourage à vous informer, si votre gouvernement organise une consultation, très bien. Sinon, vous pouvez fournir votre perspective par l’intermédiaire du membre du GAC, par exemple écrire une lettre. C’est une idée.

Et discuter avec d’autres acteurs ici à l’ICANN, c’est une bonne option, l’IGF national vous permet également de tisser des liens avec ceux qui prêtent attention à ces questions. Les processus des Nations Unies peuvent être un peu opaques pour ceux qui ne travaillent pas dans la fonction publique. Donc ceci vous permettrait de comprendre ce qu’il se passe et savoir à quel moment faire une intervention opportune.

Vous pouvez donc contacter différentes parties prenantes. Il y a beaucoup de ccTLD qui sont toujours présents dans ces processus.

C’était pour vous donner des idées si vous souhaitez être plus impliqués, des idées pour démarrer les conversations. Merci.

JORDAN CARTER: Merci. Et je vais céder la parole à Nigel qui va gérer les interventions suivantes.

NIGEL HICKSON : Merci beaucoup. Oui, et je crois que nous avons des personnes qui attendent. Alors, j’aimerais d’abord dire quelque chose par rapport à ce qui est mentionné dans le chat.

Alors, en grande partie le chat – qui est très animé – parle des membres de l’ICANN. Et je pense que c’est intéressant à lire. Nous sommes pour beaucoup d’entre nous membres de l’ICANN et nous avons des responsabilités. Des responsabilités d’abord au GAC puisque nous représentons le positionnement de notre gouvernement national, nous essayons de présenter ceci à la communauté de l’ICANN et au GAC.

Mais il y a aussi le feedback. Non seulement s’assurer que les gouvernements sachent ce que fait l’ICANN de manière il puisse communiquer ce message dans les forums auxquels ils participent.

Mais il y a aussi notre rôle dans différents forums, lorsqu’on est à l’UIT, dans des réunions, quand on est à des réunions de l’IGF. Où que nous soyons, en tant que membre du GAC il faut que nous réfléchissions cette initiative de représentation de ce qu’est l’ICANN, que ce soit en tant qu’ambassadeur ou autre. Il devrait y avoir davantage de préparation, de supports, pour vous aider à faire ceci, je pense.

Alors, je reviens sur le chat. Certains sont en ligne et d’autres non. Je ne sais pas trop, mais il y a Fiona, qui n’a pas encore pris la parole. Je lui cède la parole. Peut-être que vous avez du mal à vous faire entendre ?

FIONA ASONGA : Je cherchais mon micro.

NIGEL HICKSON : Vous êtes ici, prenez le micro, n’hésitez pas.

FIONA ASONGA : Je suis du Kenya. Merci. Je voulais dire que nous parlons à un groupe de personnes dans cette salle, les représentants du GAC en particulier, qui sont déjà ouverts et qui sont prêts à écouter différentes idées. Mais il y a beaucoup de gouvernements dans le monde, en particulier en Afrique qui ont une démarche d’implication qui n’est pas nécessairement pour le feedback.

Donc cela est très difficile en termes de discussions multipartites, lorsque le gouvernement d’un pays part du principe qu’ils sont gouvernement et c’est eux qui décident et qu’il n’y a pas la place pour les perspectives des autres. Cela est difficile pour les autres acteurs de faire remonter toute perspective sur les activités qui auront un impact sur la croissance et sur l’accès à l’internet d’une population plus large.

Même chose en termes de cybersécurité, parce que pour eux, les gouvernements pensent que leur mandat, leur mission est telle qu’il n’y a pas de place pour ce type de feedback. Donc le problème ce n’est pas le

représentant au GAC qui vient, pour certains ils ne prennent pas la décision finale, ils sont là parce que leur ministère ou gouvernement les a envoyés, mais après, comment faire pour que les gouvernements soient davantage ouverts à l’approche multipartite ?

PARI ESFANDIARI : Merci Fiona. C’est vrai, c’est un problème géopolitique et idéologique et ce n’est pas un problème que nous pouvons nécessairement gérer facilement. Ceci étant, je crois que c’est important de voir comment certaines stratégies pourraient permettre d’adapter le modèle multipartite. Comment mieux intégrer certaines des sagesses du modèle multipartite ? Je ne sais pas si quelqu’un souhaite nous aider ? Jorge ?

JORGE CANCIO : Merci. Alors, écoutez, peut-être que je pourrais partager avec vous certaines pratiques nationales. Et, bien entendu, si d’autres parties prenantes étaient dans la salle, on pourrait rétorquer que rien n’est parfait. Mais on essaye.

Par exemple, on est en train de parler de la réglementation future dans la réglementation relative à l’IA en Suisse. Ce que nous faisons c’est utiliser une plateforme qu’on a mise en place pour le SMSI, c’est une plateforme avec environ 350 personnes qui représentent les différentes parties prenantes, qui sont informées par rapport aux mesures qui sont prises. On obtient des retours de la part de différents experts. Et ensuite, on prend compte de ces retours dans nos travaux.

Bien entendu, la politique Suisse se distingue par le fait que toute loi qui est ensuite approuvée au parlement doit passer par une période où 50 000 personnes peuvent exiger ou demander à ce que ce projet de loi soit soumis au vote populaire. Donc ainsi, le groupe de parties prenantes, peut exercer leur pouvoir communautaire. Ce qui ressemble assez à ce qu’il se passe à l’ICANN où on est réellement à l’écoute des gens.

PARI ESFANDIARI : Merci, Jorge. Je pense qu’on peut passer à Ana Neves.

ANA NEVES : Oui, j’avais levé la main sur Zoom, mais vous ne l’avez pas vue. Je voulais faire un commentaire sur ce qu’a dit Analiese, ainsi que Jorge et bien d’autres, et également la présidente du CA a dit quelque chose dans ce sens hier.

Nous avons les membres du GAC qui sont les représentants vers lesquels devraient se tourner les différentes parties prenantes, et avec lesquels elles devraient prendre contact.

Vous connaissez les noms des membres du GAC, il y a une liste de noms fournie par Jorge Cancio. Et les réunions de l’ICANN, c’est réellement l’enceinte idéale pour réunir ces différentes parties prenantes et parler aux collègues du GAC.

Mais outre cette opportunité, il est très important que les membres du GAC s’adresse aux ministres des Affaires étrangères ; parce que finalement, les questions sont traitées entre ministères des Affaires étrangères, parce qu’il

s’agit de s’adresser à un ministère qui s’occupe des TIC, mais que ce ministre n’est pas en dialogue avec son homologue responsable des Affaires étrangères dans son gouvernement, alors les choses ne fonctionnent pas, les choses ne sont pas fluides tout comme la communication.

Donc il faut qu’on ait un bon réseau, un réseau solide de parties prenantes et avoir un contact direct avec les ministères des Affaires étrangères.

PARI ESFANDIARI :

Merci. Chris ?

CHRIS DISSPAIN :

Je voulais revenir un peu en arrière à ce qui pourrait être fait ou devrait être fait. J’entends beaucoup de suggestions qui consistent à dire : adressez-vous à vos gouvernements, prenez contact avec eux. Oui, très bien. Il y a beaucoup de gens qui peuvent le faire, mais beaucoup d’autres qui ne le peuvent pas. Traditionnellement, le modèle multipartite de l’ICANN est promu et défendu par l’ICANN. C’est-à-dire qu’il ne s’agit pas simplement de gens qui vont parler dans des enceintes multilatérales, mais il y a une voix centrale qui va dans ces enceintes multipartites et multilatérales pour soutenir le modèle multipartite et expliquer le rôle de l’ICANN.

Donc, pourquoi l’organisation ICANN décide de ne plus défendre le modèle multipartite et l’engagement de l’ICANN vis-à-vis des gouvernements alors que vous pourriez assumer vous-même ce rôle ? Pourquoi vous ne le faites pas ? Alors que vous le faisiez par le passé ?

PARI ESFANDIARI : Je pense que cette question, Veni peut y répondre.

VENI MARKOVSKI : Alors, je m’assois juste à côté de Chris, car je veux absolument saisir cette opportunité pour répondre. Je ne sais pas pourquoi Chris a la sensation qu’on ne défend pas le modèle multipartite de l’ICANN ou la gouvernance de l’internet à l’ICANN. On publie des articles, on fait des déclarations, on fait tout ce qu’on peut pour montrer à tous que le modèle est viable. Et d’ailleurs la réunion de haut niveau d’hier est un bon exemple de la manière dont on fait cela.

Donc si quelqu’un a encore l’impression qu’on ne le fait pas sachez que ce n’est pas le cas. Merci.

CHRIS DISSPAIN : Est-ce que je peux répondre ? Si vous voyez sur le chat, vous verrez qu’il y a un écrasant nombre de personnes qui pensent la même chose que moi. Donc si vous faites ce que je viens de décrire, alors il faudrait vous assurer de mieux communiquer avec la communauté. Merci.

JORDAN CARTER: Oui, plus de communication. Alors je vais donner la parole à quelqu’un dans la salle.

CINDY GAMASSA : Bonjour, je suis du Congo-Brazzaville. Commentaire par rapport au modèle multipartite et les différents modèles politiques. Et je vais également parler de la manière dont les réunions de haut niveau gouvernementales pourraient être utilisées comme moyen pour être plus politiques et parler de différents modèles.

Je pense qu’à l’occasion de ces réunions on peut être moins technique et parler plus de politiques, puisque ce sont les représentants politiques qui sont là, les ministres sont là. Et ce sont eux qui prennent les décisions. Donc ce pourrait être un moment où on pourrait parler des modèles et où ils pourraient réfléchir à la manière dont ces modèles pourraient être plus inclusifs et qu’ils pourraient être davantage à l’écoute des personnes.

JORDAN CARTER: Merci. Prochain intervenant, c’est Russel.

RUSSEL WORUBA : Merci. Je suis de Papouasie Nouvelle-Guinée. J’ai noté le commentaire fait par Chris e Analiese, et l’excellent travail que font Veni et son équipe en termes de communication. J’ai eu le privilège la semaine dernière de me réunir avec les responsables de la rédaction du pacte numérique mondial à Singapour, et la discussion a tourné autour des petits États. Et il y a 180 petits États qui ont un pouvoir de vote à l’ONU. Et la question que ce collègue de la Zambie m’a soumise a été la suivante : c’est un problème de représentation et de représentativité. Les gouvernements ne dépendent que d’eux-mêmes. Donc si, dans notre modèle multipartite il y a quelque chose qui pourrait être renforcé et mieux communiqué, je pense que nos

gouvernements, par notre intermédiaire, du GAC ou d’autres enceintes, pourraient agir à ce niveau.

Par exemple, pour le groupe des régions faiblement desservies, ce groupe pourrait être renforcé pour permettre aux petits États insulaires de jouer un rôle plus actif. Et je pense qu’ainsi, on pourrait aller plus loin et avoir plus d’élan dans ce qu’on fait.

JORDAN CARTER : Merci, Russel. Je passe à Abdulkarim.

ABDULKARIM OLOYEDE : Merci beaucoup. Je voulais tout d’abord dire que d’une certaine manière je ne suis pas d’accord avec ma sœur Fiona dans le sens où elle dit que beaucoup de gouvernements, notamment des gouvernements africains, n’écoutent pas ou ne sont pas à l’écoute des commentaires et retours d’information. J’aimerais dire qu’en tant que vice-président de la région africaine pour le groupe de télécommunication UIT, ce qu’on entend c’est que les gouvernements africains sont à l’écoute. Le problème c’est parfois les difficultés que pose le modèle multipartite. Et je pense que ce qu’il faut faire c’est analyser le modèle multipartite et voir ce qui fonctionne dans ce modèle et essayer de réajuster ce qui ne fonctionne pas. Et je pense qu’à cet égard, on devrait avoir une discussion par rapport à certains problèmes posés par le modèle multipartite.

L’un des principaux problèmes à mes yeux est qu’il y a beaucoup de chevauchements dans les processus. Je vous donne un exemple. Vous avez

le CA de l’ICANN qui prévaut sur le modèle multipartite. Le CA a pouvoir de veto sur certaines choses, même s’il y a une approche ascendante.

Donc voilà le genre de choses qu’il faut prendre en considération et le genre de problèmes dont il faut parler. Il ne s’agit pas de dire que les gouvernements ne sont pas à l’écoute.

JORDAN CARTER : Merci de cette intervention. Je recède la parole à Nigel. On va prendre en considération les demandes d’intervention, mais on s’arrêtera à 17 h.

NIGEL HICKSON : Merci. Une observation rapide, par rapport à ce qui est dit sur le chat et je vais céder la parole ensuite à ceux qui veulent prendre la parole et qui ne sont pas encore intervenus.

Sur le chat, et on en parlé ici, ce que fait l’ICANN et son rôle, je pense qu’il est bon de souligner qu’il y a eu d’excellentes discussions par rapport au forum SMSI. Je sais que plusieurs personnes y ont participé. Le forum SMSI qui a été coorganisé par le gouvernement suisse, le secrétariat SMSI, l’UIT, etc., et l’ICANN a organisé ou participé à beaucoup de séances intéressantes avec l’ISOC aussi. Et il y a eu des discussions pour savoir si, à la lumière des développements géopolitiques très importants, par rapport au SMSI et au pacte numérique mondial, peut-être que la communauté technique pourrait se réunir et faire une déclaration pour que tout à chacun comprenne de quoi il retourne.

Voilà les commentaires qui ont été faits. Je vais céder la parole à Rodney, sur le chat, puis à Jennifer Chung et ensuite je cèderai la parole à Jordan parce que je sais que nous n’avons plus beaucoup de temps.

RODNEY TAYLOR :

Bonjour. Je suis de la CTU. Deux choses, je voulais soutenir ce qui a été dit par mon collègue de la Papouasie Nouvelle-Guinée par rapport à la représentation des petits États dans le modèle multipartite de la gouvernance de l’internet.

Ici vous noterez, et c’est un problème qu’on a soulevé, ici à l’ICANN, la question de la participation sur un pied d’égalité pour les petits États avec des ressources limitées qui n’ont pas la possibilité de participer activement et de contribuer en bonne et due forme. C’est un problème qu’il faut régler.

Deuxièmement, il y a des faiblesses dans le modèle multipartite. Dans la séance précédente, engagement avec le conseil d’administration, mon collègue a parlé ici de matériaux pédopornographiques en ligne. Bien entendu, cela ne relève pas de notre mandat, mais c’est un problème.

Autre problème et source de préoccupation pour nos gouvernements, si l’ICANN ne trouve pas de solution technique, alors les gouvernements devront faire appel au système multilatéral qu’ils connaissent pour régler ces problèmes et faire face à ces défis croissants.

Merci.

NIGEL HICKSON : Je crois qu'il y avait Tijani aussi dans le chat. Je crois qu'il est à distance. Tijani, vous avez la parole ?

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Nigel. Vous savez que je déteste être en désaccord avec vous, mais je crois que l'ICANN fait partie de la communauté technique, c'est ce qu'on dit, mais pour moi, ce n'est pas le cas. La communauté de l'ICANN est constituée de juristes plutôt que d'ingénieurs, en plus grande partie.

L'ICANN est une organisation, même chose pour l'ISOC. La définition de la communauté technique, dans le cadre du SMSI c'est donc les ingénieurs, les techniciens, etc.

Donc je voulais être clair et qu'on fasse bien la différence entre la communauté technique et les organisations. Merci beaucoup.

NIGEL HICKSON : Merci beaucoup, et je suis heureux de vous entendre. Jennifer ? Et ensuite Rose.

JORDAN CARTER: Je crois qu'elle cherche un micro.

JENNIFER CHUNG : Je vais me lever et je parle en mon propre nom. Je crois qu'il y a deux choses que je voulais mentionner. Pour être brève, ICANN fait partie de la communauté technique et de la communauté générale de la gouvernance de l'internet. Et l'ICANN est également est une communauté multipartite.

Donc il y a deux domaines, je crois, où on peut demander à l’ICANN d’être leader, surtout actuellement où on cherche à intensifier les débats dans le cadre du pacte numérique mondial et dans tous les processus multilatéraux. Jordan a déjà peut-être déjà mentionné qu’il y a une coalition de la communauté technique, et si l’ICANN pouvait éclaircir les choses, parce que c’est un exemple réussi de communauté ascendante multipartite qui fait ce type de déclaration, et bien c’est tout à fait utile.

Par rapport à l’autre partie dont je parlais, l’ICANN, qui est une communauté multipartite, cela peut être important pour refléter la discussion multipartite au pacte numérique mondial, dans le cadre du SMSI +20, étant donné que nous n’avons pas une voix, en tout cas si on ne fait pas partie du GAC ou d’un État Nation, on n’est pas à la table où les négociations sont faites.

Donc je crois qu’il y a deux manières très concrètes qui pourraient permettre à l’ICANN d’être leader dans ce domaine.

NIGEL HICKSON : Je vais de nouveau céder la parole à Jordan, après Rose.

ROSALIND KENNYBIRCH : Et je crois que Bruna avait levé la main. Donc je vais être brève. Nous avons eu une conversation très utile aujourd’hui, mais je crois qu’il y a une chose dont nous n’avons pas parlé sur le modèle multipartite, c’est qu’il est bon que nous ne portions pas tout le poids. Le secteur privé fait un excellent travail en termes de financement de projets de développement numérique. La communauté technique nous permet de mieux comprendre tous les

mécanismes techniques et leur impact sur les politiques gouvernementales. Et la société civile attire notre attention sur les sujets dont on n’a pas nécessairement connaissance.

Nous n’avons pas à travailler seuls et c’est ce qui est bien dans la communauté. Il est important de se souvenir que ce modèle est une clef pour permettre la collaboration dans un environnement où personne n’est seul pour répondre aux enjeux de demain.

NIGEL HICKSON : Merci. Jordan ?

JORDAN CARTER: Alors, avant d’aller plus loin, je passe la parole aux derniers intervenants.
Bruna ?

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Beaucoup de la conversation à Net Mundial a parlé de l’égalité et d’une participation sur pied d’égalité; mais il nous manque encore les dispositions de certains mécanismes inclusifs pour des systèmes d’accès. Mais lorsqu’on considère les problèmes actuels, il a le problème du dédoublement des tâches qui représente une grande menace pour le modèle multipartite. Parfois le lieu de l’organisation peut vouloir dire l’exclusion directe de certains acteurs clefs qui, pour certains, représentent la majorité du monde. Et je pense qu’il faut reconnaître ces problèmes d’asymétrie entre le nord et le sud en termes de participation au processus,

ceux qui ont le plus de pouvoir et de contrôle. Il faut qu’il y ait de la place dans les discussions, qu’il y ait un partage des pouvoirs de leur part.

Par le passé, en termes de stratégie, je l’ai déjà dit, mais je souhaite de nouveau le dire, lors de la réunion d’hier de haut niveau il y avait peu d’intervenants de la société civile dans la conversation. Et je pense que l’objectif, dans une réunion de ce type, qui a lieu juste avant la réunion de l’ICANN, l’idée c’est aussi de pouvoir mettre en lien ces deux communautés, le GAC et les autres.

Donc je pense que cela pourrait représenter une amélioration.

JORDAN CARTER: Merci, Bruna. Sébastien ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci. Je voulais tout d’abord appuyer ce qu’a dit Jennifer. Elle a utilisé de meilleurs que je n’aurais pu le faire. Mais je voulais également dire que l’ICANN est une organisation multipartite et ascendante. Le conseil d’administration est un des seuls lieux où tous les acteurs peuvent influencer sur les décisions. Et donc je crois qu’il faut vraiment appuyer le travail du CA et continuer de conserver cette structure.

JORDAN CARTER: Nous avons encore un intervenant qui devait intervenir. Roberto, vous êtes là ? Il est en ligne. Peut-être que vous souhaitez ajouter votre point de vue avant la fin ?

ROBERTO GAETANO : Je suis en ligne. Bonjour à tous. Je n’ai pas demandé d’intervenir.

JORDAN CARTER : Vous n’êtes pas obligé de parler, on ne va pas vous forcer, mais si vous voulez c’est possible.

ROBERTO GAETANO : Non, non, tout va bien. Je ne veux pas vous faire perdre de temps dans votre discussion.

JORDAN CARTER: Très bien. Alors pour conclure rapidement, il est difficile de synthétiser toute cette discussion, mais ce que cela révèle, je pense, en partie, c’est quand on réfléchit au modèle multipartite et à l’influence du GDC et du SMSI, il y a des discussions sur les politiques, sur les processus, il y a les préoccupations et les idées sur la manière dont fonctionne l’ICANN. Il y a tout ce qui est interaction entre le modèle multipartite de gouvernance et les processus multilatéraux qui façonnent le monde numérique dans lequel on nage tous au quotidien.

Je voulais, avant de céder la parole à Nigel et Pari, mentionner le fait que nous avons tous la possibilité d’être acteur de la discussion, que ce soit en formant des coalitions, comme la coalition pour le multipartisme du point de vue technique, qui a été mentionné. Ou alors nous pouvons intervenir auprès des gouvernements, des organisations régionales, ou nous pouvons

tout simplement lire et nous informer sur les questions qui sont les plus récentes.

Je crois que si, chacun, nous faisons notre partie du travail, le multipartisme ne sera pas simplement une rhétorique, mais un mode de travail qui renforce notre organisation.

Donc, de mon point de vue, je souhaite vous encourager à faire quelque chose, même si c’est petit, pour faire avancer les choses.

Je cède la parole à Pari.

PARI ESFANDIARI :

Merci. Je souhaite commencer par vous remercier tous ici présents et souhaite mettre l’accent sur le fait que notre travail vient de commencer. Cette discussion a été très utile, je crois que nous avons entendu des stratégies, des points de vue très intéressants, mais je crois que l’approche multipartite, je préfère le terme d’approche plutôt que modèle, l’approche multipartite a évolué depuis sa création. Mais il y a encore du travail. Il faut être souple. Nous avons parlé de catégories, de fait, aujourd’hui, la majorité des organisations ou des peuples a différentes casquettes et ces catégories ne sont pas très claires, on ne peut pas les séparer les unes des autres.

Mais selon moi, ce qui est particulièrement important c’est le processus ascendant. Et c’est le fait que ce soit tout le monde qui a le pouvoir.

Donc le travail a commencé continuons sur cette lancée et assurons-nous de faire fructifier ce processus multipartite.

Je cède la parole à Nigel.

NIGEL HICKSON :

Merci beaucoup à tous ceux qui se sont impliqués dans la séance, les rapporteurs, ceux qui sont intervenus. Cela a été fructueux. Des personnes ont demandé dans le chat s’il est possible d’enregistrer le chat, je vais demander à ce que ce soit confirmé parce que la conversation était riche.

Ce que cela nous montre, ainsi que d’autres séances, c’est que c’est un sujet extrêmement important pour beaucoup.

Nous reconnaissons qu’en termes de gouvernement nous avons des responsabilités, mais c’est le cas de tous. Les membres de la communauté, les différents membres de la communauté de l’ICANN ont des responsabilités dans ce domaine.

Et, de fait, en tant que défenseur de l’internet utilisateur, de l’internet pionnier, tous nous avons une vision de l’internet, ouvert, interopérable et mondial. Et pour ceci c’est l’avenir de l’humanité qui est en jeu, quels que soient les autres enjeux auxquels nous sommes confrontés. Et que nous devons connaître.

Pour conclure, ce n’est pas une séance pour Noël ou pour aujourd’hui, c’est un dialogue continu. Donc, ne partons pas de l’ICANN en attendant la prochaine séance lors d’une prochaine réunion de l’ICANN, continuons le dialogue.

Nous avons le réseau SMSI +20, comme cela nous a été dit, c’est brillant, il y a des personnes qui y apportent des contributions excellentes. Donc, employez ces moyens pour apporter vos perspectives. Faites-le pour la continuation de ce processus.

JORDAN CARTER : Merci, Nigel. Nous allons conclure la séance en vous remercions tous. Et je crois que notre responsabilité à partir de maintenant est de nous rendre sur la terrasse pour une boisson et pour quelques nouvelles.

ANDRÉA GLANDON : Merci, on peut arrêter l’enregistrement.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]